

Les administrateurs et salariés du CEAS vous offrent tous leurs meilleurs vœux pour 2006



Politique

Le « dépeçage des libertés publiques »

Dans *Le Monde diplomatique* de décembre 2005, Nuri Albala ⁽¹⁾ et Evelyne Sire-Marin ⁽²⁾ évoquent le « dépeçage des libertés publiques ». Selon eux, le gouvernement français exacerbe les peurs et contribue à disloquer le tissu social sous prétexte d'agir pour préserver la paix civile. « Chacun, écrivent-ils, est invité à voir son prochain comme un danger potentiel, et la distillation du soupçon détruit les anciennes solidarités de voisinage, de classe ou de condition »...

Les deux auteurs ajoutent que l'aggravation de la répression contre les citoyens constitue « à la fois une surenchère électoraliste et une inquiétante dérive démagogique ». Et d'assurer que les gouvernements de Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin ont déjà mis en application **onze des vingt-quatre propositions du Front national en matière de justice et de police.**

On attendrait des « preuves » ; c'est *Le Canard enchaîné* du 14 décembre 2005 qui les apporte. « Plus de la moitié du plan sécuritaire de Le Pen déjà cannibalisé par la droite », titre l'hebdomadaire, qui ajoute : « Trois ans et demi après son score à la présidentielle, le patron du FN peut être content : 16 des 30 propositions de son programme " Justice et police " ⁽³⁾ sont déjà appliquées » (ou en passe de l'être). *Le Canard enchaîné* se livre alors à une « revue de détail ».

Christiane Chombeau, dans *Le Monde* du 27 décembre 2005 (« Le Pen dans le texte... des autres ») se livre à un exercice similaire. Cependant, elle observe que le Front national reste le seul à

réclamer des mesures dont aucun autre parti ne veut (ex. la préférence aux Français en matière de logement ou de prestations sociales, ou le rétablissement de la peine de mort).

La « lepénisation des esprits »

Quoi qu'il en soit, assure *Le Monde* dans son édition du 15 décembre 2005, « les Français s'habituent aux idées du Front national ». Selon le sondage que TNS-Sofres a réalisé pour *Le Monde* et RTL, un Français sur quatre (24 %) se déclare d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen, notamment sur la défense des valeurs traditionnelles, la sécurité, la situation dans les banlieues et l'immigration (d'ailleurs, sans doute, sans forcément connaître ces idées avec précision !). De même, près d'un Français sur trois (30 %) estime que le parti d'extrême droite ne représente « pas un danger pour la démocratie ». Enfin, il ne se trouve plus que 39 % des sondés pour juger « inacceptables » les positions du président du FN, tandis que 43 % les considèrent seulement comme « excessives ».

En moins de dix ans, ajoute *Le Monde*, le pourcentage de personnes interrogées pour lesquelles les idées de l'extrême droite sont inacceptables a baissé d'une dizaine de points. Ainsi, il n'est guère étonnant que 33 % des Français pronostiquent la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2007.

« Ce chiffre saisissant, commente Gérard Courtois, devrait faire réfléchir ceux qui, à l'UMP, ont sans complexe adopté son langage dans l'espoir de séduire

⁽¹⁾ – Avocat, responsable international de Droit-Solidarité, membre du conseil scientifique d'Attac.

⁽²⁾ – Magistrat, coprésidente de la Fondation Copernic.

⁽³⁾ – Site : www.frontnational.com/doc_id_immigration.php [consulté le 26 décembre 2005].

ses électeurs, ou ceux qui, du côté de Philippe de Villiers, espèrent bien en capter l'héritage. Si les Français, selon l'expression favorite de M. Le Pen,

préfèrent "l'original à la copie", le réveil serait très douloureux »...



Actualités statistiques

9 % des Ligériens en situation d'illettrisme

Etre en situation d'illettrisme se définit comme le fait, pour les personnes de plus de 16 ans, de ne pas parvenir à lire et comprendre un texte portant sur des situations de la vie quotidienne et/ou ne pas parvenir à écrire pour transmettre des informations simples. Parmi les adultes âgés de 18 à 65 ans et résidant dans les Pays-de-la-Loire, 9 % se trouvent dans une telle situation d'illettrisme, ce qui constitue un taux équivalent à celui obtenu en France métropolitaine. Ces données sont issues d'une enquête réalisée par l'INSEE fin 2004-début 2005 (enquête Information et vie quotidienne). Pour obtenir des informations fiables à l'échelon régional, près de 1 450 personnes ont été interrogées dans les Pays-de-la-Loire.

L'illettrisme concerne davantage les hommes. Toutefois, cette tendance est nettement plus

marquée dans la région : les hommes représentent ainsi 64 % des adultes en situation d'illettrisme contre 59 % en France métropolitaine. Les Ligériens ayant ce type de difficultés sont âgés, pour la majorité d'entre eux, de 40 à 59 ans.

Au-delà des situations d'illettrisme, dans les Pays-de-la-Loire, 16 % des adultes, ayant été scolarisés en France ou non et âgés de 18 à 65 ans, éprouvent des difficultés face à l'écrit (20 % au niveau national). En outre, 11 % présentent des difficultés suffisamment graves pour les placer en situation préoccupante vis-à-vis de l'écrit (13 % au niveau national).

Source : Christelle Rieg, « Plus d'un Ligérien sur dix en situation préoccupante face à l'écrit », INSEE des Pays-de-la-Loire, *Etudes* n° 42 de novembre 2005 (4 p.).



Vie associative

Déclaration d'une association en préfecture

Depuis le 1^{er} janvier 2006, et en application d'une ordonnance du 28 juillet 2005, un seul exemplaire des statuts est à déposer à la création d'une association (au lieu de deux). Par ailleurs, l'ordonnance apporte une clarification concernant la déclaration des personnes chargées de

l'« administration » de l'association (d'une façon générale, les administrateurs avec leur fonction au sein du bureau). Le terme « direction » est supprimé : certaines associations déclaraient leur directeur salarié.

La pensée hebdomadaire

« L'ordre ne peut être rétabli par le seul emploi de la force. Il faudrait apprendre à distinguer force et autorité : la force contraint et humilie, l'autorité fait grandir. Ce dont les jeunes en difficulté ont besoin, c'est que leur soit ouverte la voie pour sortir de leur condition présente. Il faut pouvoir leur dire que l'on espère d'eux quelque chose de positif, qu'ils ont du prix à nos yeux, et non pas, comme le pense sourdement une large part de la société, qu'ils sont voués à demeurer des " racailles ", à " casser " ».

Jean-François Bouthors, écrivain et éditeur, « L'autorité et la main tendue » (point de vue), *Ouest-France* du 9 novembre 2005.